



**PROCES-VERBAL  
DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU MERDREDI 30 MARS 2016**

**ORDRE DU JOUR :**

- \* Approbation du procès-verbal du conseil municipal du mercredi 24 février 2016 ;
- 1) Second arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;
  - 2) Acquisition amiable du terrain d'assiette du groupe Scolaire de Cabassou ;
  - 3) Étude d'impact et à la demande de concession d'utilisation du DPM pour la mise en place d'un dispositif expérimental de protection contre l'érosion marine ;
  - 4) Bilan des acquisitions et des cessions immobilières de l'année 2015 ;
  - 5) Régularisation administrative de l'avenant financier 2015 du CUCS État/Commune de Rémire-Montjoly ;
  - 6) Fixation des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2016 ;
  - 7) Compte de Gestion 2015 (Budget Principal) ;
  - 8) Compte Administratif 2015 (Budget Principal) ;
  - 9) Budget Primitif 2016 (Budget Principal) ;
  - 10) Compte de Gestion 2015 (DSU) ;
  - 11) Compte Administratif 2015 (DSU) ;
  - 12) Budget Primitif 2016 (DSU) ;
  - 13) Compte de Gestion 2015 (RMT) ;
  - 14) Compte Administratif 2015 (RMT) ;
  - 15) Budget Primitif 2016 (RMT) ;

L'an deux mille seize, le mercredi trente mars, les membres du conseil municipal de la commune de Rémire-Montjoly se sont réunis à l'Hôtel de Ville sur convocation du Maire, Jean GANTY adressée le vingt-quatre du même mois.

**PRESENTS :**

**GANTY Jean** Maire, **LEVEILLE Patricia** 1<sup>ère</sup> adjointe, **LIENAFI Joby** 2<sup>ème</sup> adjoint, **BERTHELOT Paule** 3<sup>ème</sup> adjointe, **MAZIA Mylène** 4<sup>ème</sup> adjointe, **SORPS Rodolphe** 7<sup>ème</sup> adjoint, **TJON-ATJOOI-MITH Georgette** 8<sup>ème</sup> adjointe, **EDWIGE Hugues** 9<sup>ème</sup> adjoint, **NESTAR Florent**, **PRÉVOT Fania**, **RABORD Raphaël**, **LEFAY Rolande**, **JOSEPH Anthony**, **MARS Josiane**, **HERNANDEZ-BRIOLIN Germaine**, **FORTUNÉ Mécène**, **BABOUL Andrée**, **MONTOUTE Line**, **PRÉVOT-BOULARD Stéphanie**, **SANKALÉ-SUZANON Joëlle**. **MADÈRE Christophe** ;  
*conseillers municipaux.*

**ABSENTS :**

**KIPP Jérôme**, **NELSON Antoine**, **PLÉNET Claude**, **NUGENT Yves**.

**ABSENTS EXCUSÉS :**

**GÉRARD Patricia**, **PIERRE Michel**, **PRUDENT Jocelyne**, **TOMBA Myriam**, **HO-BING-HUANG Alex**, **BLANCANEUX Jean-Claude**, **LAWRENCE Murielle**, **FÉLIX Serge**.

**PROCURATIONS :**

**PIERRE** Michel à **GANTY** Jean  
**GERARD** Patricia à **NESTAR** Florent  
**PRUDENT** Jocelyne à **BERTHELOT** Paule  
**BLANCANEUX** Jean-Claude à **LEVEILLE** Patricia  
**FELIX** Serge à **BABOUL** Andrée

**Assistaient à la séance :**

<b>LUCENAY</b> Roland,	Directeur Général des Services
<b>MACAYA M'BONGO</b> Carin	Directeur Service Financier
<b>EUZET</b> Jean-Marc,	Responsable Bureau d'Etudes
<b>VARVOIS</b> Christophe	Responsable Urbanisme
<b>AIMABLE</b> Jean-Marc	Chef de Mission du DSU
<b>HO-BING-HUANG</b> Nicole	Directrice des Affaires Culturelles
<b>SYIDALZA</b> Murielle	Secrétariat du Maire
<b>ALFRED</b> Karine	Secrétariat Direction Générale
<b>SAINT-JULIEN</b> Gaston	Technicien Régie-Sono

Le quorum étant atteint et l'assemblée pouvant valablement délibérer, le Maire déclare la séance ouverte à 18 h 49 mn.

\*\*\*\*\*

Conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la désignation d'un secrétaire de séance. Madame Fania **PREVOT** s'étant proposée a été désignée pour remplir ces fonctions.

**VOTE : Pour = 26 Contre = 00 Abstention = 00**

\*\*\*\*\*

<b>Approbation du procès-verbal du 24 février 2016</b>
--

Monsieur le Maire soumet à l'assemblée délibérante le procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 24 février 2016 pour approbation.

Madame SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, fait remarquer que les échanges du débat ne sont pas retranscrits comme les autres années dans leur globalité.

Le Maire lui répond que le conseil municipal a débattu sur ce point, conformément aux indications de la réglementation et pris acte de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires pour l'année 2016.

**Vote : Pour = 25 Contre = 00 Abstention = 01**

\*\*\*\*\*

<b>1<sup>er</sup> / - second arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU)</b>
--

Abordant le premier point de l'ordre du jour, le Maire expose aux membres de l'assemblée, que par délibération du 25 juin 2015, le Conseil Municipal de la Collectivité tirait le bilan de la concertation afférente à la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols (POS) valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Cette séance était aussi l'occasion d'arrêter le projet de PLU mis au point avec le concours du bureau d'études G2C ENVIRONNEMENT qui a été ensuite, conformément aux dispositions de

l'Article 3 de notre décision, transmis pour avis aux Personnes Publiques Associées (PPA) et commissions ou organismes ad hoc.

Le Maire informe les conseillers municipaux qu'il a reçu, à l'issue de cette phase de consultation et par lettre datée du 06 octobre 2015, un avis défavorable de l'État.

En réponse et par courrier du 05 novembre 2015, « *une certaine subjectivité dans les points d'illégalité énumérés* » tout en me refusant d'y voir là « *une remise en cause du principe de libre administration de notre territoire ou d'iniquité de traitement par rapport aux documents de planification d'autres Collectivités* ».

Dans sa correspondance, Monsieur le Préfet de la Guyane considère notamment que les possibilités de valorisation conférées à certaines portions des zones Ne « *proches du rivage* » sont incompatibles avec les dispositions de la Loi Littoral.

Le Maire rappelle que le règlement écrit arrêté autorise, entres autres aménagements et sur les parties stables de notre trait de côte, « *les constructions et utilisations du sol liées et nécessaires aux activités d'hôtellerie, de tourisme, de sport ou de loisirs à condition de s'intégrer dans l'environnement naturel et paysager du site d'implantation* » ainsi que « *l'extension mesurée des constructions existantes régulièrement édifiées à condition de ne pas porter atteinte au caractère naturel et paysager des lieux* » et que lesdites extensions soient « *compatibles avec les dispositifs réglementaires inhérents à la gestion des risques naturels et ne représentent au maximum que 20 % de la surface de plancher de la construction initiale régulièrement édifiée* »

Le Coefficient d'Emprise au Sol qui est associé à ces possibilités d'occupation et d'utilisation des sols a été fixé à 10 % de la superficie du terrain avec une hauteur des constructions limitée à 8 mètres au faîtage.

Le Maire propose en conséquence de restreindre davantage la constructibilité de ce secteur, en référence à la demande des Services de l'État et à leur lecture de l'Article L. 156-2 du Code de l'Urbanisme dont les principes sont aujourd'hui et depuis une recodification intervenue en début d'année, retranscrits aux Articles L. 121-40 à L. 121-44.

Il invite les membres du conseil municipal à se reporter au règlement modifié tel qu'il a été mis à leur disposition pour ce faire, en regrettant encore une fois toutes les difficultés rencontrées pour valoriser au bénéfice du plus grand nombre, les portions de notre littoral qui ne sont pas concernées par le risque d'aléa fort de recul du trait de côte.

Monsieur le Préfet considère en outre que certains choix ne sont pas compatibles avec les Plans de Prévention des Risques en vigueur sur le territoire communal en demandant par ailleurs que le projet de PLU se dote de règles préservant les populations déjà exposées, dans les zones sensibles, aux risques.

S'il y a lieu en effet d'avoir une politique d'aménagement du territoire pour protéger ces populations exposées, il convient d'avoir aussi une juste appréciation du risque tout en ayant les moyens de maîtriser l'habitat spontané qui s'installe sur les sites concernés.

Il y a lieu aussi d'appréhender que les lois et procédures soient imposées qu'aux démarches légales et d'apprécier toutes les difficultés à appliquer le droit des sols dans ces zones inoccupées.

Le Maire précise qu'il n'a pas adhéré, de prime abord, à cette interprétation en rappelant « *le principe selon lequel il n'y a pas nécessairement de lien de subordination entre un document d'urbanisme et les Servitudes d'Utilité Publique* », que constituent les Plans de Prévention des Risques qui se doivent d'être opposables dans la gestion du droit des sols avec une appréciation la plus juste du risque.

Une jurisprudence importante vient étayer ce point de vue. Le Maire précisait que si il partageait bien évidemment et voire même davantage la préoccupation de l'État d'assurer la protection des biens et des personnes : « *je ne saurais systématiser une logique de superposition des contraintes et des restrictions sur tous les terrains* », alors que le Programme Local d'Habitat nous impose, en référence aux besoins, une densification significative et que l'inconstructibilité est souvent un encouragement à l'habitat spontané dans notre région.

Le Maire soulignait « *dans ce cadre le caractère évolutif des Plans de Prévention des Risques comme des documents de planification communaux pour mettre en avant* » et notamment en termes de pesanteur administrative, tout le paradoxe d'une concordance aveugle et exhaustive.

Il remémore les conditions d'élaboration des PPR et les nombreuses réserves alors exprimées par l'Assemblée Délibérante de Rémire-Montjoly.

Le Maire souligne qu'il notait aussi les effets qu'entraînerait la mise en œuvre de la demande de l'État « *sur les propriétés, qu'elles soient déjà bâties ou non, grevées en grande partie par une zone inconstructible d'un PPR compte tenu des modalités de calcul et d'application du Coefficient d'Emprise au Sol* ».

Il suggère d'affiner les délimitations arrêtées le 25 juin 2015, conformément au règlement graphique et au règlement écrit annexés à la délibération, en réaffirmant toutefois et en s'appuyant sur les textes en vigueur, la volonté de ne pas superposer sans discernement le zonage de notre document d'urbanisme et la cartographie des Plans de Prévention des Risques actuels.

En écho à sa lettre du 05 novembre 2015 qui est précédemment évoquée et sur cette même thématique des risques naturels, il s'étonnait de la mise en avant d'une illégalité inhérente au classement en zone AUX d'un foncier situé à l'ouest de la marina de Dégrad des Cannes et concerné par le secteur dit à protéger du Plan de Prévention des Risques d'Inondations :

« *Il me semblait pourtant que cette perspective, affichée en réponse à une demande du Grand Port Maritime de Guyane pour l'extension de ses installations, ne souffrait d'aucune contestation. Je proposerai toutefois, eu égard à la consistance de votre avis, de supprimer l'intégralité de l'emprise en question en invitant l'État à assumer ses responsabilités face à ses propres contradictions. Je vous informe que j'ai d'ores et déjà porté cette perspective de changement à la connaissance du Directeur de cet établissement* ».

En effet, il ne peut être que relever une certaine incohérence dans cette observation qui contraste avec les cessions foncières qui auraient été récemment opérées au profit du Grand Port Maritime, à l'initiative de l'État et à l'appui d'un nouveau dispositif législatif, pour ces mêmes emprises concernées par le Plan de Prévention des Risques d'Inondations.

Il convient par ailleurs de noter que le Plan d'Occupation des Sols actuellement opposable classe déjà les espaces qui correspondent à la zone AUX du Plan Local d'Urbanisme comme constructibles.

Par lettre du 16 novembre 2015 puis par avis du 15 janvier 2016 émis dans le cadre de la procédure de consultation des Personnes Publiques Associées, Monsieur le Directeur du Grand Port Maritime de Guyane proposait, en réponse aux observations de l'État et à la saisine communale, de créer un zonage spécifique à ses activités tout en reprenant dans le règlement écrit l'ensemble des prescriptions du Plan de Prévention des Risques d'Inondations.

Le Maire propose, afin de ne pas obérer les possibilités de développement des infrastructures portuaires, de retenir ce principe et de confirmer auprès de l'État notre volonté de permettre au Grand Port Maritime de s'affirmer davantage pour permettre sa survie économique dans un contexte régional qui devient de plus en plus concurrentiel.

Monsieur le Préfet juge enfin que les Articles 5 du projet de règlement écrit arrêté ne respectent les dispositions de l'Article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme, depuis retranscrites à l'Article L. 111-6 du même Code :

*« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du Code de la Voirie Routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ».*

Le Maire précise que si la Route Départementale n° 23 et la Matourienne figurent effectivement au nombre des voies classées à grande circulation par le Décret n° 2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le Décret n° 2009-615 du 03 juin 2009, il se doit de regretter là encore l'approche retenue par les Services de l'État.

Il souligne ainsi, comme il le faisait notamment dans une lettre du 19 août 2015 puis dans la correspondance du 05 novembre 2015 déjà évoquée, le caractère indiscutablement urbanisé de la section de la Route Départementale n° 23 comprise entre le giratoire Adélaïde TABLON et la zone de Dégrad des Cannes. Urbanisation résultant, dont le Maire le remémore, d'un engagement formel de l'État pris en son temps auprès des riverains dans le cadre des expropriations intervenues pour permettre l'aménagement de cette emprise, de réaliser une contre voie.

Le Maire rappelle que le Plan d'Occupation des Sols autorise déjà et le long des voies concernées des implantations à 35 mètres. Les nombreuses constructions édifiées de part et d'autre de cet axe, aujourd'hui gérées par la Collectivité Territoriale de Guyane, s'inscrivent, dans cette réglementation applicable sur le territoire depuis plusieurs décennies et qu'il n'est pas envisageable de remettre en cause aujourd'hui alors qu'il ne subsiste que quelques dents creuses.

S'agissant des abords aujourd'hui non urbanisés de la Matourienne qui sont situés dans le périmètre de la ZAC Ecoquartier, une étude justificative a été réalisée par l'EPAG dans les conditions prévues à l'Article L. 111-9 du Code de l'Urbanisme, laquelle est à annexer au projet de Plan Local d'Urbanisme.

Le Maire propose enfin sur cette thématique et concernant la section non bâtie de la Route Départementale n° 23 comprise entre le giratoire Adélaïde Tablon et le carrefour de la Route du Tigre, de modifier le règlement des zones UE, UX et A concernées pour contraindre les constructions éventuelles nouvelles à s'implanter à au moins 75 mètres de l'axe de la chaussée.

Cette mesure ne s'applique pas, toutefois et en application de l'Article L. 111-7 du Code précité, aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières, aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières, aux bâtiments d'exploitation agricole ou bien encore aux réseaux d'intérêt public.

L'État a, par ailleurs et au-delà de l'avis formalisé décrit précédemment, communiqué un certain nombre d'éléments d'information et de recommandations.

Le Maire propose, après analyse par la Commission ad hoc, d'amender le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté le 25 juin 2015 en retenant certaines remarques de l'État et de profiter de cette occasion pour prendre en compte des observations qui nous sont depuis notamment parvenues du Conservatoire du Littoral, de l'Ordre des Architectes ou bien encore du Département de la Guyane :

Les principaux ajouts et rectifications qui seraient opérés se rapporteraient ainsi à :

- la modification, dans le règlement écrit, de certaines dispositions applicables notamment en zones UD, UE, UX, A ou en secteur Ne ;
- l'ajustement des délimitations de certaines zones constructibles concernées par des Plans de Prévention des Risques Naturels ou par la Loi Littoral, en référence à l'avis émis par l'État ;
- l'introduction, dans le règlement écrit applicable aux zones UE, UX et A, d'une obligation de recul de 75 mètres par rapport à l'axe de la RD 23 sur une section de cette voie et l'intégration de l'étude justificative réalisée pour l'Écoquartier ;
- la mise à jour de la carte des Servitude d'Utilité Publique et l'intégration, en annexe, du Plan de Prévention des Risques d'Inondations modifié par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2015 ou bien encore du Plan de Gestion des Risques d'Inondations ;
- l'intégration de projets immobiliers récemment autorisés ;
- la suppression, la création ou l'ajustement d'emplacements réservés pour prendre en compte les conditions d'avancée de certains projets.

Le Maire propose aussi et à cette occasion de rectifier quelques éléments de forme et de prendre en compte certaines recommandations émises par les Services de l'État ou d'autres organismes :

- le regroupement, avec une page de garde commune, des trois documents constitutifs du rapport de présentation (analyse environnementale et paysagère ; analyse socio-économique et urbaine ; justification du projet de PLU) ;
- la prise en compte de certains échanges intervenus entre la Commune de Rémire-Montjoly et le Conservatoire du Littoral au sujet de la délimitation de zones constructibles situées au contact d'emprises gérées par cet établissement ;
- la retranscription, dans le règlement écrit, d'observations émises par des représentants de promoteurs et qui sont notamment inhérentes aux prescriptions applicables aux toitures des constructions ou aux stationnements ;
- l'ajustement de certaines trames vertes et bleues, notamment dans les secteurs Mont Sec – Montagne du Tigre ou Mont Cabassou – Crique Beauregard ;
- l'indication des contraintes et servitudes notamment inhérentes à l'ancienne décharge de Rémire, au Cimetière de PONCEL ou au pôle Lacroix.

Ceci exposé, Le Maire demande aux membres de l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer, en invitant le responsable du Service Urbanisme à apporter des explications complémentaires sur ce dossier.

En s'exécutant, le responsable du service urbanisme apporte les éléments nécessaires à la compréhension du second arrêt du PLU.

Madame SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, pose la question de savoir d'une part, si les distances nécessaires pour garantir la sécurité des nouvelles constructions à proximité de la mer, seront prises en compte et si elles seront intégrées dans ce PLU. Elle souhaite également savoir si la commune va encore autoriser des constructions en bordure de mer.

Invité à répondre, le Responsable de l'urbanisme lui précise que le PLU prend strictement en compte le Plan de Prévention des Risques Littoraux, et que les projet de construction sur certaines parties du littoral seront exclusivement orientées vers d'autres zones qui ne sont pas concernées par le risque d'érosion du littoral.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de l'Urbanisme et notamment ses Articles L. 131-4 à L. 131-7, L. 151-1 à L. 151-43, L. 153-1 à L. 153-35, L. 132-1 à L. 132-16, R. 132-1 à R. 132-17, R. 151-1 à R. 153-22 ;

**VU** les Plans de Prévention des Risques Littoraux, d'Inondations et de Mouvements de Terrains applicables sur le territoire de Rémire-Montjoly et tels qu'actuellement opposables, ainsi que les avis émis par la Commune lors des procédures d'élaboration correspondantes ;

**VU** le projet Plan de Prévention des Risques Technologiques inhérent aux installations de la SARA à Dégrad des Cannes ainsi que l'avis émis par la Commune de Rémire-Montjoly et par délibération du 25 juin 2015 dans le cadre de la procédure d'élaboration qui s'y rapporte ;

**VU** le Plan d'Occupation des Sols en vigueur sur le territoire communal de Rémire-Montjoly depuis sa dernière modification ;

**VU** les différents documents supra-communaux de planification ;

**VU** les délibérations municipales du 14 août 2002, du 27 janvier 2003, du 04 novembre 2009, du 23 juin 2010 et du 10 novembre 2010 relatives à la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme ;

**VU** le diagnostic territorial réalisé dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**VU** le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu en séance de Conseil Municipal le 17 octobre 2012 dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

**VU** la délibération du 25 juin 2015 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme ;

**VU** les consultations opérées auprès des différentes Personnes Publiques Associées ainsi qu'auprès de différents organismes et associations intéressés ;

**VU** l'avis défavorable, ainsi que les différents éléments d'information et de recommandation, émis par l'État en date du 06 octobre 2015 sur le projet arrêté de Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rémire-Montjoly ;

**VU** les différentes lettres adressées par la Commune de Rémire-Montjoly à la Préfecture de la Guyane dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme, s'agissant tout particulièrement des courriers référencés 1265-15/URBA/RM et 1663-15/URBA/RM du 19 août 2015 et du 05 novembre 2015 ;

**VU** les remarques émises par l'Agence Régionale de Santé, par lettre référencée 2015/08/557/ARS du 27 août 2015 ;

**VU** l'avis émis par le Ministère de la Défense (Commandement de la Base de Défense Guyane), par lettre référencée 419/GY/COMBdD du 27 juillet 2015 ;

**VU** la proposition émise, en réponse à une correspondance de la Commune de Rémire-Montjoly, par le Grand Port Maritime de Guyane par lettre référencée RLB/VB/NHVC/000011 du 15 janvier 2015 ;

**VU** l'avis émis en date du 30 novembre 2015, en réponse à une consultation opérée par la Commune de Rémire-Montjoly, par l'Ordre des Architectes de la Guyane ;

**VU** les demandes d'avis émises par la Commune de Rémire-Montjoly, s'agissant en particulier de celles qui ont été adressées au Conseil Régional de la Guyane, au Conseil Général de la Guyane, à la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral, à la Ville de Cayenne, à la Ville de Matoury, à la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Guyane, à la Chambre d'Agriculture de la Guyane, à la Chambre des Métiers de la Guyane, à l'Agence d'Urbanisme et de Développement de la Guyane ainsi qu'à différents associations et organismes ;

**VU** les différents échanges intervenus entre la Commune de Rémire-Montjoly et la Chambre d'Agriculture de la Guyane, le Conservatoire du Littoral, l'Ordre des Architectes de la Guyane ou bien encore le Département de la Guyane ;

**VU** l'avis de la Commission Mixte Aménagement du Territoire et Transports - Droit des Sols du 23 mars 2016 ;

**VU** le projet de Plan Local d'Urbanisme amendé, tel qu'il a été mis à disposition des Conseillers Municipaux et tel qu'il est joint à la présente délibération ;

**RAPPELANT** la présentation du projet de Plan Local d'Urbanisme effectuée le 25 juin 2015 ;

**OBSERVANT** la consistance de l'avis défavorable émis par l'État ainsi que les différentes observations et échanges intervenus entre la Commune de Rémire-Montjoly et, notamment, le Conservatoire du Littoral, le Département de la Guyane, l'Ordre des Architectes ou bien encore le Grand Port Maritime de Guyane ;

**RELEVANT**, une fois encore, l'état d'avancement de la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols de Rémire-Montjoly valant élaboration d'un Plan local d'Urbanisme et le déroulé de la concertation qui s'est tenue lors de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

**SOULIGNANT**, à nouveau, les orientations générales, inhérentes au Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), présentées et débattues en séance du Conseil Municipal le 17 octobre 2012 ;

**EXAMINANT** les modifications, ajouts et ajustements opérés sur le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté le 25 juin 2015 ;

**CONSIDERANT** que le dossier d'arrêt amendé est prêt à être transmis pour aux Personnes Publiques Associées ;

**NOTANT** les ajustements opérés pour prendre en compte la recodification qui concerne le Code de l'Urbanisme et qui est intervenue le 1er janvier 2016 ;

**LE CONSEIL MUNICIPAL**



**OUI** l'exposé du Maire et sur sa proposition ;

**APRES** en avoir délibéré,

**DECIDE :**

**Article 1 :**

**DE CONFIRMER** le bilan de la concertation afférente à la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Rémire-Montjoly, tel qu'annexé à la délibération du 25 juin 2015 et à la présente décision.

**Article 2 :**

**DE PRENDRE ACTE** des termes de l'avis défavorable émis le 06 octobre 2015 par l'État sur le projet de Plan Local d'Urbanisme arrêté le 25 juin 2015 ainsi que de la teneur de différents échanges intervenus entre la Commune et certains organismes ou administrations.

**Article 3 :**

**D'ARRETER** le projet de Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rémire-Montjoly amendé, tel qu'il a été mis à disposition des Conseillers Municipaux et tel qu'il est joint à la présente délibération.

**Article 4 :**

**DE SOUMETTRE** à nouveau et pour avis le projet de Plan Local d'Urbanisme aux Personnes Publiques Associées (PPA) et commissions ou organismes ad hoc, conformément aux dispositions de l'Article L. 153-16 du Code de l'Urbanisme ainsi qu'aux communes limitrophes, aux établissements publics de coopération intercommunale et aux associations agréées qui en auraient fait la demande en application du Code précité.

**Article 5 :**

**DE DIRE** que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie pendant une durée minimale d'un mois en application de l'Article R. 153-3 du Code précité.

**Article 6 :**

**DE PRECISER** que le dossier du projet de Plan Local d'Urbanisme amendé, tel qu'il est arrêté, est tenu à la disposition de la population, aux jours et heures d'ouverture au public de l'Hôtel de Ville.

**Article 7 :**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération et à l'accomplissement des procédures se rapportant au Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Rémire-Montjoly.

**Article 8 :**

**D'INDIQUER** que la présente délibération qui sera transmise au représentant de l'État peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cayenne dans les conditions notamment prescrites par l'Article R.421-1 du Code de Justice Administrative ou d'un recours gracieux auprès de la Commune qui dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet conformément à l'Article R. 421-2 du Code précité. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, peut être elle-même déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

**VOTE    ⇒    Pour = 22                    Contre = 00                    Abstention = 04**

\*\*\*\*\*

<b>2°/ Acquisition amiable du terrain d'assiette du groupe scolaire de Cabassou</b>
---

Poursuivant avec le deuxième point, Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée délibérante, que la Commune de Rémire-Montjoly est investie dans un projet de réalisation d'un groupe scolaire dans le secteur dit d'Attila-Cabassou.

IL souligne que la Collectivité avait plusieurs possibilités foncières tant publiques que privées pour la localisation géographique de cette superstructure qui s'impose sans conteste, en référence au développement urbain du quartier concerné.

Si dans un premier temps la Municipalité avait choisi de privilégier une implantation sur un foncier communal dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage déléguée à la SEMSAMAR, force a été de constater que la faisabilité d'une telle opération dans les localisations géographiques pressenties et disponibles s'est heurtée à plusieurs contraintes qui en compromettraient la réalisation sur les terrains initialement retenus.

En effet, l'étude de faisabilité qui a été réalisée et qui détaille les difficultés topographiques, les surcoûts d'aménagement, les délais de réalisation et les mesures constructives qui s'imposent en application du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains ou du Plan de Prévention des Risques d'Inondations aux deux terrains appartenant jusqu'alors à la Collectivité dans la zone et qui étaient envisagés pour l'implantation d'un tel équipement, l'avaient conduit à poursuivre, en parallèle de l'avancée des études techniques et des démarches administratives afférentes à la création de cette école, les négociations engagées avec les propriétaires de terrains qui présentaient des sols plus favorables et une localisation plus stratégique en cœur de quartier.

Les démarches engagées avec les propriétaires du fonds cadastré AS 57 s'inscrivent dans ce contexte. L'intérêt communal pour ce terrain, d'une superficie de 15 100 m<sup>2</sup>, n'est toutefois pas nouveau puisqu'il est grevé, depuis de nombreuses années déjà, par un emplacement réservé qui le destine à un tel équipement public.

Le Maire informe les conseillers municipaux dans ces circonstances qu'il a récemment reçu et en écho à une démarche amiable de notre Collectivité, l'accord du représentant de la Succession JAMBE – PORE - SAMPSON, qui est propriétaire de cette parcelle, pour une cession au profit de la Municipalité pour un prix de 500 000,00 euros soit 33,11 euros par mètre carré.

Conformément aux considérations de forme applicables, le Maire invite les membres de l'assemblée délibérante à prendre connaissance de l'évaluation jointe, qui a été réalisée par France Domaines. Il rappelle qu'une telle estimation est considérée comme reflétant les conditions de marché actuellement applicables à l'emprise concernée, au-delà des règles d'urbanisme et de l'historique précédemment décrits.

Il demande à l'assemblée délibérante dans ces conditions et tout en validant la mise à jour de la convention liant la Municipalité à la SEMSAMAR, de bien vouloir lui permettre d'entreprendre au plus tôt les opérations de bornage et de rédaction de l'acte administratif ou notarié, qui se rapporteraient à ce dossier, lesquelles seraient bien entendu à la charge de la Commune de Rémire-Montjoly.

Le Maire propose par ailleurs et en référence à des échanges qui sont intervenus avec le Rectorat de confirmer la demande de prise en compte des dépenses d'acquisition dans le plan de financement qui se rattache au groupe scolaire de Cabassou.

Enfin de l'autoriser à négocier avec les propriétaires, dès validation du principe d'acquisition par l'Assemblée Délibérante, une occupation immédiate des lieux afin de procéder aux études, diagnostics et autres travaux préalables à la concrétisation de l'école.

Ceci exposé, le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette délibération.

Il demande au Directeur Général des Services d'apporter des éléments complémentaires sur ce dossier, afin de mieux comprendre la problématique de cette acquisition amiable.

En s'exécutant, le DGS rappelle que le conseil municipal s'était déjà prononcé sur le projet de faisabilité de ce groupe scolaire dans le secteur de Cabassou. Plusieurs démarches dit-il, ont été entreprises auprès des partenaires institutionnels pour la réalisation de cet établissement qui ambitionne la réalisation de 16 classes.

Dans sa conception actuelle, était retenue en premier choix, l'acquisition de deux terrains que la commune avait obtenu par une cession gratuite de l'État qui paraissait la plus pertinente en terme de coût d'opération. Cependant dit-il, les études de faisabilité menées par la SEMSAMAR à la demande de la Collectivité ont démontré que les coûts d'aménagement de cette école étaient liés à la présence d'un PPR mouvement de terrain pour le 1er terrain, et un risque de forte inondation pour le 2ème terrain, nécessitant des travaux importants à assumer pour cette opération.

En poursuivant, il précise qu'il a fallu se replier sur une autre possibilité, en procédant à l'acquisition d'un terrain appartenant à un particulier qui était placé en emprise réservée. Des démarches ont déjà été entreprises auprès des héritiers pour trouver un accord sur le montant pour ce terrain qui est aménageable immédiatement. Le prix de cette parcelle a été estimé à 500 000 €.

Le Maire fait remarquer que le prix peut paraître très élevé, mais ce qu'il faut retenir et prendre en compte, c'est que le terrain est doté d'une superficie de 15 100 m<sup>2</sup>. Il précise que la topographie du terrain permettra en plus de la construction du groupe scolaire, de permettre aussi la possibilité de construire d'autres infrastructures publiques.

Madame Line MONTOUTE sollicitant la parole et l'obtenant, dit s'interroger sur la situation exacte de ce terrain.

Il lui est répondu que ce terrain se situe juste avant le lotissement Jade à Attila-Cabassou.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**VU** le Code de l'Urbanisme ;

**VU** le Plan d'Occupation des Sols en vigueur sur le territoire de la Commune de Rémire-Montjoly s'agissant notamment de l'emplacement réservé n° 68 inscrit au Plan d'Occupation des Sols et inhérent à la réalisation d'un équipement public sur le terrain cadastré AS 57 ;

**VU** les délibérations du 14 août 2002, du 27 janvier 2003, du 04 novembre 2009 et du 23 juin 2010 relatives à la procédure de révision générale du Plan d'Occupation des Sols valant élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme ;

**VU** la délibération du 11 septembre 2008 relative à une délégation de maîtrise d'ouvrage pour la construction d'écoles communales ;

**VU** la délibération du 07 décembre 2011 relative au projet de groupe scolaire de Cabassou ;

**VU** la délibération du 25 juin 2015 relative à l'arrêt du projet du Plan Local d'Urbanisme ;

**VU** le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) débattu en Conseil Municipal le 17 octobre 2012 dans le cadre de la procédure d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

**VU** le contrat de mission conclu entre la SEMSAMAR et la Commune de Rémire-Montjoly pour la réalisation d'un groupe scolaire dans le secteur dit d'Attila-Cabassou ;

**VU** les conclusions de l'étude de faisabilité réalisée dans ce cadre, s'agissant en particulier des difficultés topographiques, des surcoûts d'aménagement, des délais de réalisation et des mesures constructives qui s'imposeraient à l'édification d'un groupe scolaire sur les terrains appartenant à la Commune de Rémire-Montjoly, en application du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains ou du Plan de Prévention des Risques d'Inondations ;

**VU** les différents échanges intervenus entre le représentant de la Succession JAMBE – PORE – SAMPSON et la Commune de Rémire-Montjoly, s'agissant notamment des lettres du 20 avril 2015, du 21 juillet 2015 et du 22 janvier 2016 émises par la Ville ;

**VU** l'accord reçu le 26 février 2016 de la Succession JAMBE – PORE – SAMPSON pour une acquisition amiable, par la Commune de Rémire-Montjoly et au prix de 500 000,00 euros, de la parcelle cadastrée AS 57 ;

**VU** l'autorisation d'occupation immédiate des lieux consentie par la Succession JAMBE – PORE – SAMPSON, au profit de la Commune de Rémire-Montjoly, pour les travaux et études préparatoires nécessaires à l'implantation d'un groupe scolaire ;

**VU** les échanges intervenus entre le Rectorat de la Guyane et la Commune de Rémire-Montjoly, s'agissant notamment de la confirmation d'une prise en compte des frais d'acquisition des terrains d'assiette dans le plan de financement inhérent à la création ou à l'extension des écoles communales ;

**VU** l'avis n° 569-2014 émis le 18 juin 2014 par France Domaines ;

**VU** l'avis de la Commission Mixte Aménagement du Territoire – Droit des Sols du 23 mars 2016 ;

**VU** l'avis de la Commission Communale des Finances du 24 mars 2016 ;

**CONSTATANT** les contraintes économiques, techniques et réglementaires qui font obstacle à la réalisation du groupe scolaire sur le foncier communal disponible ;

**NOTANT** l'intérêt, tant technique que stratégique, d'un repositionnement de l'école communale de Cabassou sur le terrain cadastré AS 57, grevé par un emplacement réservé inhérent à la réalisation d'un équipement public dans le Plan d'Occupation des Sols actuellement opposable ;

**OBSERVANT** les caractéristiques et l'historique du terrain cadastré AS 57 porté au compte de propriété de la Succession JAMBE – PORE – SAMPSON ;

**CONSIDERANT** l'accord reçu par la Succession JAMBE – PORE – SAMPSON pour une acquisition, par la Commune de Rémire-Montjoly et au prix de 500 000,00 euros, du terrain cadastré AS 57 ainsi que pour une occupation immédiate des lieux en vue de la réalisation des diagnostics et travaux préparatoires ;

**EXAMINANT** la consistance de l'évaluation réalisée par France Domaines, conformément au cadre procédurier applicable ;

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**OUI** l'exposé du Maire et sur sa proposition ;

**APRES** en avoir délibéré ;

**DECIDE :**

### **Article 1 :**

**DE RELEVER**, en référence aux conclusions de l'étude de faisabilité réalisée, les difficultés topographiques, les surcoûts d'aménagement, les délais de réalisation et les mesures constructives qui s'imposent en application du Plan de Prévention des Risques de Mouvements de Terrains et du Plan de Prévention des Risques d'Inondations, aux fonds déjà maîtrisés par la Commune de Rémire-Montjoly et qui étaient jusqu'alors pressentis pour l'accueil du groupe scolaire prévu dans le secteur dit d'Attila-Cabassou.

### **Article 2 :**

**DE VALIDER**, en écho aux échanges qui sont intervenus entre le représentant de la Succession JAMBE – PORE – SAMPSON et la Commune de Rémire-Montjoly, un repositionnement du groupe scolaire sur le terrain privé cadastré AS 57 qui est concerné pour ce faire par un emplacement réservé dans le document d'urbanisme actuellement opposable.

### **Article 3 :**

**D'ACQUERIR**, pour un montant de 500 000,00 euros (hors frais d'acte et autres dépenses annexes) et auprès de la Succession JAMBE – PORE - SAMPSON, le terrain cadastré AS 57 d'une superficie de 15 100 m<sup>2</sup> pour la réalisation d'un groupe scolaire.

### **Article 4 :**

**DE PRENDRE ACTE** de l'accord donné par la Succession JAMBE – PORE - SAMPSON pour une appréhension par la Commune dans les conditions précédemment décrites.

### **Article 5 :**

**DE CONFIRMER**, en référence aux échanges intervenus, la demande communale tendant à la prise en compte par le Rectorat des frais d'acquisition du terrain d'assiette de l'école dans le plan de financement correspondant.

### **Article 6 :**

**DE REAFFIRMER**, en référence aux délibérations du 11 septembre 2008 et du 07 décembre 2011, les engagements contractés entre la SEMSAMAR et la Commune de Rémire-Montjoly pour la réalisation dudit groupe scolaire.

**Article 7 :**

**D'AMENDER**, en écho aux échanges intervenus entre la Commune de Rémire-Montjoly et la SEMSAMAR, le contrat de mission conclu pour la réalisation du groupe scolaire de Cabassou pour la prise en compte des conclusions des études de faisabilité et la translation du programme sur le terrain cadastré AS 57.

**Article 8 :**

**D'INVITER**, Monsieur le Maire à se rapprocher du Service Régional de l'Archéologie afin d'initier, dès que possible, les démarches préalables opposables en application du Code du Patrimoine.

**Article 9 :**

**DE CONFIER** la rédaction de l'acte notarié correspondant à Maître Maya BRAVO, Notaire à Cayenne, dans la mesure où elle est en charge du règlement de la Succession JAMBE – PORE - SAMPSON.

**Article 10 :**

**D'AUTORISER**, Monsieur le Maire à signer tous documents et tous actes relatifs à ce dossier et à engager toutes démarches ou toutes dépenses nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision, s'agissant en particulier des opérations de rédaction de l'acte notarié devant intervenir ou des travaux de géomètre.

**Article 11 :**

**D'INDIQUER**, au regard des motivations du dossier correspondant, que les frais (géomètre, notaire,...) inhérents à l'acquisition sont à la charge de la Commune de Rémire-Montjoly.

**Article 12 :**

**DE PERMETTRE** à Monsieur le Maire à négocier avec les propriétaires, dès validation du principe d'acquisition par l'Assemblée Délibérante, une occupation immédiate des lieux afin de procéder aux études, diagnostics et autres travaux préalables à la concrétisation de l'école.

**Article 13 :**

**DE PRECISER** que la présente délibération qui sera transmise au représentant de l'État peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cayenne dans les conditions notamment prescrites par l'Article R. 421-1 du Code de Justice Administrative ou d'un recours gracieux auprès de la Commune qui dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet conformément à l'Article R. 421-2 du Code précité. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, peut être elle-même déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

**VOTE    ⇒    Pour = 26                    Contre = 00                    Abstention = 00**

\*\*\*\*\*

**3°/ l'étude d'impact et à la demande de concession d'utilisation du DPM pour la mise en place d'un dispositif expérimental de protection contre l'érosion marine**

arrivant au troisième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante, que par décisions du 21 mai 2014 et du 10 décembre 2014, la Collectivité s'engageait, avec d'autres partenaires institutionnels et à la demande des riverains concernés, dans le projet de mise en place d'un dispositif expérimental de protection contre l'érosion marine sur la Plage de Montjoly Montravel.

Le Maire rappelle que le plan de financement de cette opération, validé par l'obtention des autorisations de programme et cela préalablement à la mise en place de la Collectivité Territoriale de Guyane, s'établit comme suit :

- Commune de R/M (Maître d'Ouvrage).....	96 000 €	(20 %)
- Département de la Guyane .....	96 000 €	(20 %)
- Région Guyane.....	96 000 €	(20 %)
- Etat par le Fonds de Prévention des Risques Majeurs .....	192 000 €	(40 %)

---

<b>TOTAL .....</b>	<b>480 000 €</b>	<b>(100 %)</b>
--------------------	------------------	----------------

---

Suite à un Comité de Pilotage qui s'est tenu le 19 mars 2015 et par lettre du 10 août 2015, le Préfet de la Guyane, considérait notamment et compte tenu d'éléments jurisprudentiels « *que l'emprise globale possiblement impactée par les travaux projetés en y intégrant notamment les mouvements induits en termes de translations de sable au-delà de la seule emprise des ouvrages géotextiles* » assujettissait le projet à une étude d'impact en application de l'Article R. 122-2 du Code de l'Environnement.

Le représentant de l'État faisait aussi valoir la nécessité d'une enquête publique, laquelle pourrait être menée conjointement à une procédure de demande de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime qui s'imposerait également.

Il précise qu'il a eu à regretter, par différents courriers et lors d'une réunion qui s'est tenue le 29 septembre 2015, ces difficultés et démarches nouvelles dans la mesure où elles entraînaient non seulement une remise en cause du calendrier initialement envisagé pour l'installation du dispositif de protection mais aussi des dépenses qui n'étaient pas prévues à l'origine.

Il déplorait en outre le motif tendant à justifier en partie ladite étude d'impact sur la fréquentation du littoral par les tortues marines, alors que l'objectif est justement d'effectuer les travaux, en cohérence avec le souhait de l'Association KWATA, en dehors de leurs périodes de ponte et d'émergence.

Il souligne enfin, en lien avec l'enquête publique exigée, que le projet découle d'une démarche des riverains.

Tous ces acteurs sont d'ailleurs intégrés au Comité de Pilotage mis en place et peuvent, à cette occasion et eu égard à leurs compétences et connaissances respectives, faire les observations qu'ils souhaitent.

Quoi qu'il en soit et en référence aux prescriptions qui lui sont imposées, la Collectivité a été contrainte de s'inscrire dans les démarches préalables, précédemment décrites tout en sollicitant, compte tenu des dépenses supplémentaires qui s'y rapportent, une prise en charge de ce surcoût par l'État.

Il ressort des discussions menées que la participation de l'État à ces dépenses, qui s'élèveraient à 15 000,00 euros (13 000,00 euros pour la réalisation de l'étude d'impact et 2 000,00 euros pour les frais inhérents à la tenue de l'enquête publique), serait au maximum de 40 % au titre du Fonds de Prévention des Risques Majeurs précédemment évoqué.

Le Maire invite les conseillers municipaux à formaliser la requête sur cette base, avec une partition des dépenses qui serait dès lors comme suit :

- Commune de R/M (Maître d'Ouvrage).....	9 000 €	(60 % au maximum)
- État (par le FPRNM) .....	6 000 €	(40 % au minimum)

---

**TOTAL ..... 15 000 € (100 %)**

Le Maire propose aussi de l'autoriser à introduire auprès de l'État, au-delà de la réalisation de l'étude l'impact et avant la tenue de l'enquête publique, la demande d'occupation temporaire ou de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime (DPM) selon la forme qui s'impose pour l'installation des ouvrages sur le trait de côte.

De ce qui précède, le Maire demande aux membres de l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur cette étude d'impact et sur la demande de concession.

Madame SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, fait remarquer qu'il y a actuellement un banc de vase qui de lui-même limite l'érosion du littoral dans cette zone, et en terme d'analyse scientifique, elle pense que les résultats de l'expérimentation risquent d'être biaisés pendant cette période.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**VU** les dispositions législatives et réglementaires applicables à la gestion du Domaine Public Maritime, lequel relève de la compétence de l'État ;

**VU** la loi du 02 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, créant le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM dit Fonds Barnier) ;

**VU** les différents textes relatifs aux conditions de mobilisation du Fonds Barnier et notamment le décret n° 2005-29 du 12 janvier 2005 qui a élargi les conditions d'utilisation qui s'y rapportent ;

**VU** le Plan d'Occupation des Sols en vigueur sur le territoire de la Commune de Rémire-Montjoly ;

**VU** les délibérations n° 2014-34/RM du 21 mai 2014 et n° 2014-99/RM du 10 décembre 2014 relatives à la mise en place d'un dispositif expérimental de protection contre l'érosion marine ;

**VU** le premier Comité de Pilotage qui s'est tenu en date du 19 mars 2015 en Mairie de Rémire-Montjoly afin de définir les conditions et le secteur d'installation du dispositif expérimental de protection contre l'érosion marine ;

**VU** la lettre référencée FLAG/315-15D du 10 août 2015 adressée par Monsieur le Préfet de la Guyane à Monsieur le Maire de Rémire-Montjoly, en écho au Comité de Pilotage susvisé et à une correspondance référencée 584-15/URBA/RM du 04 mai 2015 ;



**VU** la réunion qui s'est tenue le 29 septembre 2015 en Préfecture dans le cadre de la mise en place du dispositif de protection contre l'érosion marine et au cours de laquelle l'État s'est notamment engagé, en écho aux procédures administratives sollicitées préalablement à la traduction opérationnelle du projet, ;

**VU** le courrier référencé 1634-15/URBA/RM du 30 octobre 2015 par lequel la Commune de Rémire-Montjoly détaille le coût prévisionnel afférent aux procédures administratives sollicitées par l'État en sollicitant la prise en compte ;

**VU** la lettre du 18 janvier 2016, référencée REMD/ERN/RN/2016/n°83, qui a été adressée à la Commune de Rémire-Montjoly par Monsieur le Préfet de la Guyane, en réponse à une correspondance du 11 décembre 2015 et au titre de la programmation des aides éligibles sur le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM) pour l'année 2016 ;

**VU** les lettres référencées 265-16/URBA/RM et 266-16/URBA/RM adressées par la Commune de Rémire-Montjoly le 23 février 2016 et le 24 février 2016 à Monsieur le Directeur de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la Guyane dans le cadre de la procédure d'enquête publique conjointe afférente à l'étude d'impact et à la demande de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime (DPM), prescrites par l'État ;

**VU** l'offre de la Société CAEX REAH qui a été retenue pour la réalisation de l'étude d'impact afférente à la mise en œuvre du dispositif de protection et à la demande de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime (DPM) ;

**VU** l'Ordre de Service n° 1 émis par la Commune de Rémire-Montjoly pour le démarrage des travaux, notamment la réalisation de l'étude d'exécution préalable à la traduction opérationnelle du programme ;

**VU** la configuration et les caractéristiques du littoral de Rémire-Montjoly, s'agissant en particulier des zones habitées de la plage de Montjoly-Montravel ;

**VU** l'avis de la Commission Communale des Finances du 24 mars 2016 ;

**RAPPELANT** la démarche de l'Association des Riverains de la Plage de Montjoly-Montravel et les différentes concertations intervenues à cet égard entre ses représentants, la Commune de Rémire-Montjoly, le Conseil Général, la Région et l'État ;

**REMEMORANT** le caractère expérimental du projet ;

**CONSIDERANT** les conditions d'implication des différents partenaires institutionnels sollicités et le plan de financement validé par délibération du 10 décembre 2014 ;

**OBSERVANT** les démarches administratives réclamées par l'État, notamment par lettre du 10 août 2015 et après différents échanges avec la Commune de Rémire-Montjoly ;

**RELEVANT** les différents échanges intervenus avec l'Association KWATA, en référence à son expertise en matière de protection des tortues marines ;

**EXAMINANT** les dépenses supplémentaires qui se rapportent à la réalisation de l'étude d'impact et à la formalisation de la demande de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime (DPM) qui ont été prescrites par l'État, en association à une enquête publique conjointe, depuis le plan de financement arrêté le 10 décembre 2014 ;

**SE REFERANT** à la nécessité de formaliser, pour susceptible d'être éligible au Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM), la demande de prise en charge de tout ou partie des dépenses supplémentaires qui découlent des procédures administratives réclamées par l'État ;

## LE CONSEIL MUNICIPAL

**OUI** à l'exposé du Maire et sur sa proposition ;

**APRES** en avoir délibéré ;

**DECIDE :**

### Article 1 :

**DE PRENDRE ACTE** du démarrage, par la réalisation et le paiement de l'étude d'exécution préalable ainsi que par le lancement de l'approvisionnement des matériaux nécessaires, des prestations afférentes à la mise en œuvre d'un dispositif expérimental de protection contre l'érosion marine sur la plage de Montjoly Montravel.

### Article 2 :

**DE RELEVER** les conclusions des échanges qui sont intervenus entre l'État et la Commune de Rémire-Montjoly pour la mise en place de ce dispositif expérimental, s'agissant en particulier de l'étude d'impact et de la demande de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime (DPM) qui ont été réclamées par lettre du 10 août 2015 et qui seront associées à une enquête publique.

### Article 3 :

**DE RETENIR**, dans ces conditions et compte tenu de l'impossibilité d'intervenir avant l'achèvement de la période de ponte et d'émergence des tortues marines, le principe d'une installation à la fin de la saison sèche 2016.

### Article 4 :

**DE SOLLICITER** ainsi, en référence aux contraintes décrites et tout en faisant valoir la réalisation de l'étude d'exécution prévue par le marché conclu avec la Société ESPACE PUR, une prise en compte du calendrier opérationnel annoncé et une prorogation d'un an du délai imposée par l'arrêté préfectoral n° 2014218-0005 du 06 août 2014 portant attribution d'une subvention au titre du Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM).

### Article 5 :

**DE DEMANDER**, au titre des possibilités conférées par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeur (FPRNM – Fonds Barnier), une participation de l'État dans les dépenses afférentes (13 000,00 euros pour la réalisation de l'étude d'impact et 2 000,00 euros pour les frais inhérents à la tenue de l'enquête publique) aux études et procédures décrites à hauteur d'au moins 40 %, selon la partition suivante :

- |                                |                                     |
|--------------------------------|-------------------------------------|
| • Commune (Maître d'Ouvrage) : | 9 000,00 euros soit 60 % au maximum |
| • État (par le FPRNM) :        | 6 000,00 euros soit 40 % au minimum |

---

**Total : .....15 000,00 euros soit 100 %**

#### **Article 6 :**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à introduire auprès de l'État, au-delà de l'étude d'impact réclamée et avant la tenue de l'enquête publique, les demandes d'occupation temporaire ou de concession d'utilisation du Domaine Public Maritime qui s'imposeraient pour la réalisation des travaux et au maintien dans la durée des ouvrages mis en place.

#### **Article 7 :**

**DE DIRE** que la dépense correspondante sera inscrite au budget de l'exercice 2016.

#### **Article 8 :**

**D'AUTORISER**, Monsieur le Maire à signer tous documents et tous actes relatifs à ce dossier et à engager toutes démarches ou toutes dépenses nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

#### **Article 9 :**

**DE PRECISER** que la présente délibération qui sera transmise au représentant de l'État peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours devant le Tribunal Administratif de Cayenne dans les conditions notamment prescrites par l'Article R. 421-1 du Code de Justice Administrative ou d'un recours gracieux auprès de la Commune qui dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet conformément à l'Article R. 421-2 du Code précité. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, peut être elle-même déférée au Tribunal Administratif dans un délai de deux mois.

**VOTE    ⇒    Pour = 26                    Contre = 00                    Abstention = 00**

\*\*\*\*\*

<i>4°/ bilan des acquisitions et des cessions immobilières de l'année 2015</i>
--

Continuant avec le quatrième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante, que l'Article L. 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit « *que le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du Conseil Municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la Commune* ».

Ce bilan, au titre de l'année 2015 et en ce qui concerne la Collectivité, s'établit comme suit :

## ACQUISITIONS

Désignation et référence cadastrale	Superficie (m²)	Cédant	Montant (hors frais annexes)	Date de délibération	Date de l'acte
Section du Chemin du Mont Saint-Martin AC 996 AC 997	152 m² 481 m²	Consorts WAKIM	1 €	20/02/2013	03/03/2015
Voie de la Résidence Les Frégates AI 553 AI 554 AI 555	295 m² 37 m² 878 m²	MAISONS IBIS	1 €	05/10/2014	13/03/2015
Terrain nu à Attila-Cabassou AS 68	57 116 m²	ETAT	GRATUIT	19/04/2004	09/06/2015
Section de la liaison Lindor-Tigre AT 1142 AT 1143	5 910 m² 20 005 m²	ETAT	GRATUIT	20/06/2014	28/07/2015

## CESSIONS

Désignation et référence cadastrale	Superficie	Acquéreur	Montant (hors frais annexes)	Date de délibération	Date de l'acte
Terrain d'assiette d'une construction existante AN 310	1 000 m²	Mme SARAZIN-BOUDOU	25 000,00 €	30/04/2013	13/03/2015
Terrain nu du lotissement communal Lacroix AL 1118	854 m²	Mme HO-CHONG-LINE	42 150,00 €	20/03/2013	16/06/2015

## BAIL A CONSTRUCTION

Référence cadastrale	Superficie	Preneur	Montant (hors frais annexes)	Date de délibération	Date de l'acte
Dégrad des Cannes AR 365	750 m²	SARL L'ATELIER DU STORE	2 692,50 € / an	05/10/2011	27/08/2015

Le Maire rappelle, au-delà et en écho à la politique foncière de la Municipalité, les différentes demandes qui devraient prochainement aboutir et qui ont été adressées à l'État pour la normalisation de certaines situations comme au Hameau des Encens ou pour la poursuite de projets communaux tels que la zone d'activités de PONCEL et le Quartier des Pêcheurs.

Il remémore aussi les sollicitations adressées à la Collectivité Territoriale de Guyane, notamment pour la traduction opérationnelle du Cimetière Paysager ou pour la maîtrise des abords de la lagune de traitement des eaux usées de Morne Coco.

Le Maire rappelle par ailleurs les différents engagements contractés entre l'EPAG et la Municipalité dans le cadre de l'Ecoquartier, qu'il s'agisse de la cession au profit de l'aménageur des terrains communaux compris dans le périmètre de la ZAC ou de la rétrocession, au profit de la Commune de Rémire-Montjoly, de certaines emprises viabilisées et des abords du stade « Dr Edmard LAMA ».

Le Maire confirme enfin l'engagement, par les Services communaux, de plusieurs enquêtes préalables nécessaires à l'appréhension de biens présumés vacants et sans maîtres.

Ceci exposé, Monsieur le Maire invite les membres de l'assemblée de bien vouloir prendre acte du bilan des acquisitions et des cessions immobilières, tel que présenté et qui se rapporte à l'année 2015.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son Article L. 2241-1 ;

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

**VU** le Code de l'Urbanisme ;

**VU** le bilan des acquisitions et des cessions opérées au cours de l'année 2015, tel que présenté ;

**VU** l'avis de la Commission des Finances du 24 mars 2016 ;

**RELEVANT** les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales qui prévoient notamment qu'un bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, soit présenté chaque année au Conseil Municipal et annexé au compte administratif ;

### LE CONSEIL MUNICIPAL

**OUI** à l'exposé du Maire et sur sa proposition ;

**APRES** en avoir délibéré,

#### Article 1 :

**PREND ACTE** du bilan des acquisitions et des cessions opérées au cours de l'année 2015 de la commune de Rémire-Montjoly.

**DIT** que ce bilan sera annexé au Compte Administratif de l'année 2015.

### ACQUISITIONS

Désignation et référence cadastrale	Superficie (m <sup>2</sup> )	Cédant	Montant (hors frais annexes)	Date de délibération	Date de l'acte
Section du Chemin du Mont Saint-Martin AC 996 AC 997	152 m <sup>2</sup> 481 m <sup>2</sup>	Consorts WAKIM	1 €	20/02/2013	03/03/2015
Voie de la Résidence Les Frégates AI 553 AI 554 AI 555	295 m <sup>2</sup> 37 m <sup>2</sup> 878 m <sup>2</sup>	MAISONS IBIS	1 €	05/10/2014	13/03/2015
Terrain nu à Attila-Cabassou AS 68	57 116 m <sup>2</sup>	ETAT	GRATUIT	19/04/2004	09/06/2015
Section de la liaison Lindor-Tigre AT 1142 AT 1143	5 910 m <sup>2</sup> 20 005 m <sup>2</sup>	ETAT	GRATUIT	20/06/2014	28/07/2015

## CESSIONS

Désignation et référence cadastrale	Superficie	Acquéreur	Montant (hors frais annexes)	Date de délibération	Date de l'acte
Terrain d'assiette d'une construction existante AN 310	1 000 m <sup>2</sup>	Mme SARAZIN-BOUDOU	25 000,00 €	30/04/2013	13/03/2015
Terrain nu du lotissement communal Lacroix AL 1118	854 m <sup>2</sup>	Mme HO-CHONG-LINE	42 150,00 €	20/03/2013	16/06/2015

## BAIL A CONSTRUCTION

Référence cadastrale	Superficie	Preneur	Montant (hors frais annexes)	Date de délibération	Date de l'acte
Dégrad des Cannes AR 365	750 m <sup>2</sup>	SARL L'ATELIER DU STORE	2 692,50 € / an	05/10/2011	27/08/2015

\*\*\*\*\*

### *5°/ Régularisation administrative de l'avenant financier 2015 du Contrat Urbain de Cohésion Sociale Etat / Commune de Remire-Montjoly*

Abordant le cinquième point de l'ordre du jour, le Maire rappelle la volonté affichée de la Ville de Remire-Montjoly, de garantir le fonctionnement harmonieux et équilibré de ses quartiers, ainsi que l'accompagnement particulier de ses habitants qui sont en situation de grande précarité.

C'est à dire que la politique de développement Social Urbain dans le cadre de la politique de la Ville a connu une ascension sans précédent depuis la contractualisation des Contrats de Ville, en proposant un dispositif de régulation et d'impulsion sociale, économique et urbain, dans les quartiers en grande difficulté.

C'est dans un souci d'efficience, que les orientations politiques issues de la concertation entre la Collectivité Municipale et l'Etat, ont conduit les parties concernées vers des actions d'intégration sociale de qualité. Cela constitue toute l'acceptation fonctionnelle et organisationnelle du Contrat urbain de Cohésion Sociale 2015.

Dans cette perspective, la commune et l'Etat entendent préciser et impulser, au moyen de ce dispositif, des actions ciblées, au profit des quartiers prioritaires du territoire dont les difficultés économiques, urbaines et sociales sont avérées.

Ces territoires sont au nombre de trois à savoir :

1. Résidence Arc en ciel, (BP 134)
2. Quartier des Ames Claires,
3. Secteur urbain riverain du chemin Tarzan.

C'est pourquoi, la vision politique adoptée jusqu'alors, a nécessité un prolongement d'actions planifiées et évaluées, accompagnée, d'indicateurs et de tableaux de bord, en accord avec les politiques érigées dans ce nouveau dispositif.

Ainsi, le nouveau partenariat entre la Commune et l'État, comme principal acteur de ce dispositif s'est traduit par une signature officielle du Contrat de ville « Nouvelle Génération » en novembre 2015, étalée sur une période de 5 années successives expirant fin 2020.

Afin de permettre à la Collectivité de bénéficier de son partenaire État, le versement des subventions CUCS 2015, afin de financer les porteurs de projets qui permettront de proposer des réponses aux besoins des territoires, je vous sou mets le plan de financement qui s'y rapporte.

Le Maire invite les conseillers municipaux à prendre acte d'une synthèse des actions qui ont fait l'objet d'un appel à projet proposé à l'ensemble des acteurs publics et privés œuvrant sur le territoire de la Commune.

Ces propositions, relèvent d'un consensus contractuel qui repose avant tout sur un diagnostic territorial fondé sur les réalités de la commune, dessinant les principales orientations stratégiques d'un développement équilibré, afin de permettre plus de cohésion et d'harmonisation, sociale, urbaine et économique sur le territoire de la Commune.

Participation : Etat - Commune	570 904,00 €		<b>Dispositif C.UC.S 2015</b> dont P.R.E., A.S.V et autres
Participation Etat	51,70%	295 004,00	
Participation Commune	48,30%	275 900,00	

De ce qui précède, le Maire invite les membres de l'assemblée à bien vouloir se prononcer sur le dernier avenant financier de la programmation CUCS 2015 entérinée par l'ensemble des partenaires signataires du dernier Contrat Urbain de Cohésion Sociale.

Il invite Monsieur Jean-Marc AIMABLE, Chef de projet du DSU à apporter à l'assemblée délibérante des explications complémentaires sur ce dossier.

En s'exécutant, il rappelle aux conseillers municipaux qu'il s'agit d'une régularisation d'ordre administratif. L'avenant qui avait été signé entre la Collectivité et l'État dit-il, n'a pas pu être finalisé par la sous-préfète de l'époque, Madame BEGUIN qui était chargée de la Politique de la Ville en Guyane pour cause de mutation. De ce fait, les services de l'État ne sont plus en mesure de fournir ce document.

Aussi, pour permettre le paiement des prestations aux associations dit-il, il est nécessaire que la Collectivité puisse prendre cette délibération, ce qui permettra au Trésor Public de pouvoir effectuer les mandats qui sont en attente de paiement.

Madame Line MONTOUTE sollicitant la parole et l'obtenant, pose la question de savoir si cette somme sera reversée par l'État.

Il lui est répondu que c'est une somme qui avait déjà été actée au budget primitif de 2015, il s'agit simplement d'une régularisation d'une formalité administrative pour que les associations puissent être réglées.

Madame Joëlle SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, pose la question de savoir si une délibération à la date d'aujourd'hui peut être valable pour des paiements de l'exercice 2015.

Monsieur Jean-Marc AIMABLE, souligne que cela ne pose aucun problème, puisque c'est le Trésor Public qui a demandé de régulariser cette situation par une délibération permettant de formaliser l'intervention de la commune.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les inscriptions budgétaires de l'exercice 2015 ;

**VU** l'Avenant Financier du Contrat Urbain de Cohésion Sociale ;

**VU** la programmation des actions de l'année 2015 du C.U.C.S ;

**VU** l'avis de la commission des finances du 24 mars 2016 ;

### **LE CONSEIL MUNICIPAL**

**OUI** à l'exposé du Maire et sur sa proposition ;

**APRES** en avoir délibéré ;

**DECIDE :**

#### **Article 1 :**

**ADOpte** plan de financement relatif au dernier avenant financier concernant la programmation du CUCS 2015 entérinée par l'ensemble des partenaires signataires du dernier Contrat Urbain de Cohésion Sociale selon le tableau annexé.

**VOTE    ⇒    Pour = 22                    Contre = 00                    Abstention = 04**

\*\*\*\*\*

#### **6°/ fixation des taux d'imposition des taxes directes locales pour l'année 2016**

Continuant avec le sixième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée délibérante, que l'état 1259 COM comportant les bases prévisionnelles 2016 des taxes directes locales, m'a été notifié récemment.

Toutefois, il souligne que le législateur a fixé la date limite de vote des taux d'imposition locale et d'adoption du Budget au 15 avril de l'année N.

#### **I) La Fiscalité Directe Locale**

Elle est l'une des principales recettes de la section de fonctionnement. Le produit fiscal attendu est le résultat de la multiplication d'une base d'imposition par un taux.

La **Fiscalité Directe Locale** regroupe essentiellement la **Taxe d'Habitation (TH)**, la **Taxe Foncière sur les propriétés Bâties (TFB)**, la **Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties (TFPNB)** et la **Contribution Foncière des Entreprises (CFE)** qui s'est substituée à l'ancienne **Taxe Professionnelle (TP)**, celle-ci est perçue depuis 2012 par la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL).



## Les impôts « ménages »

Ces impôts locaux représentent la Taxe d'Habitation, la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties et la Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties.

Les bases d'imposition de ces taxes sont déterminées à partir de la valeur locative du local et de l'application de calculs tels édictés par le Code Général des Impôts.

La commune de Rémire-Montjoly étant membre de la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL), c'est cette dernière qui perçoit la Contribution Economique Territoriale (CET), notamment la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) et Impôt Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER), laquelle fiscalité est levée sur le territoire de notre commune.

En contrepartie de ce transfert, la commune de Rémire-Montjoly percevra une attribution de compensation destinée à corriger la perte de produit fiscal économique.

Certes, cette attribution sera diminuée des charges transférées à la Communauté d'Agglomération du Centre Littoral (CACL).

## **II) Le vote des taux**

L'assemblée délibérante vote chaque année les taux des Taxes Directes Locales.

S'agissant du vote des taux de ces taxes, la délibération afférente, du Conseil Municipal relative aux taux d'imposition des impôts directs doit être adressée au représentant de l'État pour son application.

Afin de limiter la pression fiscale sur les habitants de Rémire-Montjoly tout en équilibrant notre budget 2016, le Maire propose de maintenir les taux d'imposition qui pourraient être appliqués à Rémire-Montjoly, comme suit :

### **I) Taux proposés**

LIBELLÉ	TAUX	
	2015	2016
Taxe d'Habitation	26,85 %	26,85 %
Taxe Foncière Bâti	12,35 %	12,35 %
Taxe Foncière Non Bâti	22,78 %	22,78 %

### **II) Taux comparés pour 2016**

LIBELLÉ	Taux moyens communaux 2014 au niveau Départemental	Taux plafonds Communaux à ne pas dépasser pour 2016
Taxe d'Habitation	27,34 %	66,55 %
Taxe Foncière Bâti	25,28 %	61,24 %
Taxe Foncière Non Bâti	60,22 %	146,25 %

Toutefois, le Maire rappelle qu'il est prélevé sur les recettes fiscales un Fonds National de Garantie Individuelle de Ressources (FNGIR) au profit de certaines collectivités du département. Il est prélevé par douzième chaque année depuis 2011.

Les prélèvements du FNGIR ont été fixés comme suit :

- 2011..... 2 067 838 €
- 2012..... 2 100 599 €
- 2013..... 2 100 599 €
- 2014..... 2 102 375 €
- 2015..... 2 102 375 €
- 2016..... 2 102 375 €

---

**T O T A L.....12 576 161 €**

En 2016, le montant total des prélèvements du FNGIR depuis 2011 s'élèvera à 12 576 161 €.

De ce qui précède, le Maire invite les membres de l'assemblée délibérante à bien vouloir se prononcer sur la proposition du maintien du taux des taxes directes locales pour l'exercice 2016.

Madame SANKALE-SUZANON sollicitant la parole et l'obtenant, fait remarquer qu'il avait été question que les taxes proposées par la commune, puissent intégrer un dispositif d'harmonisation des taux avec les autres communes membres de la CACL. Elle pose la question de savoir si ces mêmes taux sont déjà appliqués.

Il lui est répondu que les taux d'imposition appliqués à Rémire-Montjoly, sont les moins élevés. Pour l'instant, cette harmonisation n'existe pas pour les 4 taxes locales directes, elle ne concerne que la TEOM et la CFE.

**VU** le Code Général des Impôts ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** l'avis de la commission des finances du 24 mars 2016 ;

Le Maire présente le document 1259 COM, comprenant les bases d'impositions 2016 notifiées par l'État ;

Il informe qu'il convient de fixer, le montant des taux d'imposition à appliquer pour l'année 2016 ;

Il propose de fixer les taux communaux de 2016, comme suit :

- Taxe d'habitation .....**26,85 %**
- Taxe foncière (*bâti*) .....**12,35 %**
- Taxe foncière (*non bâti*) .....**22,78 %**

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

**OUI** les explications du Maire et sur sa proposition,

**APRÈS** en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'adopter les taux d'imposition ci-dessus proposés pour l'année 2016.

**VOTE**    ⇒   **Pour** = 20           **Contre** = 00           **Abstention** = 06

\*\*\*\*\*

<b>7°/ <i>Compte de Gestion 2015 du Budget Principal</i></b>
--

Poursuivant avec le septième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante, qu'aux termes de l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal doit se prononcer sur le Compte de Gestion remis par Monsieur le Receveur des Finances.

Le **Compte de Gestion** établi par le Comptable du Trésor, retrace les opérations budgétaires tant en dépenses qu'en recettes.

Le Maire, en sa qualité d'ordonnateur émet des mandats en dépense et des titres en recette. Ces opérations d'exécution budgétaire sont contenues dans un **Compte Administratif**.

Le Receveur Municipal, en sa qualité de comptable public et après vérifications réglementaires, paye les mandats et recouvre les titres émis par l'ordonnateur. Ces opérations sont retracées au **Compte de Gestion**.

La présentation du **Compte de Gestion** doit être analogue à celle du **Compte Administratif**.

Le Comptable Public établit un **Compte de Gestion** par budget voté, c'est-à-dire, le budget principal, les budgets annexes (*Développement Social Urbain, Régie Municipale des Transports*) et autonomes (*Caisse des Écoles*) s'agissant de la commune de Rémire-Montjoly.

Après avoir été soumis au vote du Conseil Municipal, les **Comptes de Gestion** sont mis en état d'examen et produits par le Comptable Public à la Chambre Régionale des Comptes au plus tard le 31 décembre qui suit la clôture de l'exercice auquel ils se rapportent.

Ayant reçu le **Compte de Gestion** du budget principal avant le 1<sup>er</sup> juin 2016 et le vote arrêtant les comptes devant intervenir au plus tard le 30 juin 2016, je vous communique ci-après les résultats du **Compte de Gestion 2015** du Receveur Municipal concernant le **Budget Principal**.

Commune de Rémire-Monjoly				
	Résultat de clôture 2014	Part affectée à l'investissement	Résultat de l'exercice 2015	Résultat de clôture 2015
Investissement	3 415 795,83	0,00	3 064 254,47	6 480 050,30
Fonctionnement	-3 980 807,94	0,00	-437 105,64	-4 417 913,58
<b>TOTAL</b>	<b>-565 012,11</b>	<b>0,00</b>	<b>2 627 148,83</b>	<b>2 062 136,72</b>

Le Maire précise que le Compte Administratif 2015 de la commune de Rémire-Monjoly est en concordance avec le Compte de Gestion 2015 du Comptable Public.

Comparaison compte administratif 2015 et compte de gestion 2015			
Section de fonctionnement	Ordonnateur	Comptable	Différences
Recettes	21 614 846,73	21 614 846,73	0,00
Dépenses	22 051 952,37	22 051 952,37	0,00
Résultat de l'exercice	-437 105,64	-437 105,64	0,00
Résultat reporté (002)	-3 980 807,94	-3 980 807,94	0,00
<b>Résultat de la section</b>	<b>-4 417 913,58</b>	<b>-4 417 913,58</b>	<b>0,00</b>
Section d'investissement	Ordonnateur	Comptable	Différences
Recettes	8 703 006,35	8 703 006,35	0,00
Dépenses	5 638 751,88	5 638 751,88	0,00
Résultat de l'exercice	3 064 254,47	3 064 254,47	0,00
Résultat reporté (001)	3 415 795,83	3 415 795,83	0,00
<b>Résultat de la section</b>	<b>6 480 050,30</b>	<b>6 480 050,30</b>	<b>0,00</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>	<b>2 062 136,72</b>	<b>2 062 136,72</b>	<b>0,00</b>

## I. Analyse de la structure financière

La structure financière de la Commune se présente ainsi :

	2015	2014	Variation
Fonds de roulement	4 871 556,65	2 244 407,82	2 627 148,83
Besoin en fonds de roulement	2 959 461,02	1 955 479,11	1 003 981,91
<b>Trésorerie</b>	<b>1 912 095,63</b>	<b>288 928,71</b>	<b>1 623 166,92</b>

Sur l'exercice 2015, on constate un apport sur fonds de roulement de 2 627 148,83 € ce qui porte le fonds de roulement à 4 871 556,65 € au 31/12/2015.

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de 1 003 981,91 € pour s'établir à 2 959 461,02 € au 31/12/2015.

Sur l'exercice 2015, on constate également une variation de la trésorerie de 1 623 166,92 €. La trésorerie qui correspond à la différence entre le fonds de roulement et le besoin en fonds de roulement est positive et s'élève à 1 912 095,63 € au 31/12/2015. La trésorerie est passée de 288 928,71 € en 2014 à 1 912 095,63 € en 2015.

Ceci exposé, le Maire demande aux membres de l'assemblée délibérante de bien vouloir se prononcer sur le Compte de Gestion 2015 du Budget Principal.

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.1612-12, et L.2121-31 ;

**VU** l'avis de la Commission des Finances du 24 mars 2016 ;

Le Maire présente et expose sur le Compte de Gestion 2015 du budget principal ;

**APRÈS S'ÊTRE FAIT PRÉSENTER** le Budget Primitif 2015, et les Décisions Modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres de recettes, les bordereaux des mandats, le Compte de Gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

**APRÈS S'ÊTRE ASSURÉ** que le Receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2015, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans les écritures ;

**CONSIDÉRANT** que les opérations de recettes et de dépenses paraissent régulières et suffisamment justifiées ;

1. **STATUANT** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2015 au 31 décembre 2015 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
2. **STATUANT** sur l'exécution du budget de l'exercice 2015 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**OUÏ** les explications du Maire,

**APRÈS** avoir délibéré,

**DÉCLARE** que le Compte de Gestion de l'exercice 2015 du budget principal, dressé par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part sur la tenue des comptes.

**PRECISE** que le Compte Administratif 2015 de la commune de Rémire-Montjoly est en concordance avec le Compte de Gestion 2015 du Comptable Public.

**VOTE    ⇒    Pour = 20                    Contre = 00                    Abstention = 06**

\*\*\*\*\*

## 8°/ *Compte Administratif 2015 du Budget Principal*

Arrivant au huitième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante, qu'en vertu des dispositions de l'article L1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Compte Administratif qui est un document de synthèse présentant les résultats de l'exécution du budget, doit être arrêté au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Ainsi, le Maire présente le Compte Administratif 2015 du budget principal ; en rappelant qu'il a été précédé par :

- Le **Débat d'Orientation Budgétaire** tenu le 24 février 2015 ;
- Le **Budget Primitif 2015**, adopté le 01 avril 2015 ;
- Les **Décisions Modificatives** intervenues les 05 août 2015 et 25 novembre 2015 ;
- Les avis de la Commission des Finances en date du 04 août 2015 et 24 novembre 2015.

### **I. Vue d'ensemble des résultats 2015 :**

**Le compte administratif 2015 présente un excédent de 3 413 914,66 €.** Le résultat global a progressé de 2 929 559,03 par rapport au résultat global de l'exercice 2014.

Les recettes réalisées se sont élevées à 30 317 853,08 € et ont enregistré une progression de 36,68% par rapport à 2014. Les dépenses réalisées en 2015 se sont élevées à 27 690 704,25 €, en croissance de 18,50% par rapport à 2014. **Par conséquent, le résultat de l'exercice 2015 est excédentaire de 2 627 148, 83 €.** Il s'est amélioré de 3 811 489,54 € par rapport au résultat de l'exercice 2014.

Globalement, le taux de réalisation des recettes et des dépenses ressortent respectivement à 88,84% et 81,14%.

En intégrant le résultat de clôture de l'exercice 2014 qui présentait un déficit de 565 012,11€, **le résultat de clôture 2015 est excédentaire 2 062 148,83 €.**

Libellés	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
<b>I. Prévisions</b>			
a) Recettes	22 657 982	11 469 442	34 127 424
b) Dépenses	22 657 982	11 469 442	34 127 424
<b>II. Réalisés</b>			
a) Recettes	21 614 846,73	8 703 006,35	30 317 853,08
b) Dépenses	22 051 952,37	5 638 751,88	27 690 704,25
<b>III. Résultat exercice 2015</b>	<b>-437 105,64</b>	<b>3 064 254,47</b>	<b>2 627 148,83</b>
<b>IV. Résultat clôture 2014</b>	-3 980 807,94	3 415 795,83	-565 012,11
<b>V. Résultat clôture 2015</b>	<b>-4 417 913,58</b>	<b>6 480 050,30</b>	<b>2 062 136,72</b>
<b>VI. Restes à réaliser</b>			
a) Recettes	0,00	3 838 816,45	3 838 816,45
b) Dépenses	0,00	2 487 038,51	2 487 038,51
c) Solde	0,00	1 351 777,94	1 351 777,94
<b>VII. Résultat global</b>	<b>-4 417 913,58</b>	<b>7 831 828,24</b>	<b>3 413 914,66</b>

## **II. La section de fonctionnement**

Sur l'exercice 2015, la section de fonctionnement présente un résultat déficitaire de 437 105,64 €. Toutefois, ce résultat s'est amélioré de 1 690 757,89 € par rapport à 2014.

Les recettes de fonctionnement se sont élevées à 21 614 846,73 € et ont enregistrées une progression de 21,85%.

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 22 051 952,37 € et ont augmenté de 11%.

En reprenant le résultat de clôture 2014 qui est de -3 980 807,94 €, le résultat global de la section de fonctionnement est déficitaire de 4 417 913,58 €.

Toutefois, la différence entre les recettes réelles de fonctionnement de 21 614 846,73 € et les dépenses réelles de fonctionnement de 21 374 761,37€ génère une capacité d'autofinancement de 240 085,36 €.